

*Questions orales*

**M. Mulroney:** . . ne partagent pas cette opinion, et ce, pour une raison fort intéressante, à savoir que, contrairement au chef du Parti libéral et à l'opposition, les Canadiens s'intéressent au cas du criminel et non à celui du ministre. Tous les Canadiens se préoccupent de la personne qui a volé les documents. Les députés devraient faire de même.

**Des voix:** Bravo!

• (1420)

**M. Mulroney:** Aucun député n'a voulu savoir aujourd'hui où en était l'enquête de la GRC à ce sujet, ni comment l'opposition pouvait aider la GRC. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** . . à mener cette enquête criminelle extrêmement importante. Tous s'en sont pris au ministre des Finances.

Selon des experts comme M. Forsey et bien d'autres, ainsi que beaucoup d'éditorialistes de premier plan au Canada, le ministre des Finances assume parfaitement ses responsabilités en tant que ministre des Finances, honorable et respecté. On rend un bien mauvais service au Canada en demandant davantage à ce ministre. Les Canadiens savent où veut en venir le chef de l'opposition.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, si les mesures de sécurité voulues avaient été prises—et c'est là la responsabilité du ministre—cela ne se serait pas produit. C'est pourquoi la Chambre est saisie de cette question aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

## ON DEMANDE DES EXPLICATIONS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le premier ministre cite quelques autorités, mais un fiasco budgétaire de cette ampleur n'a pas de précédent au Canada. Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il n'a pas démis de ses fonctions son ministre des Finances? Peut-il nous expliquer pourquoi il n'a pas annulé ou retiré le Budget? Le premier ministre peut-il être sûr que quelqu'un n'a pas profité de la divulgation prématurée de ces documents?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je l'ai dit et je le répète, le ministre des Finances s'est comporté en tout temps et en toute circonstance comme un homme intègre et en ministre des Finances responsable. En ce qui concerne les commentaires de mon ami. . .

[Traduction]

. . il a commencé par dire que les mesures de sécurité voulues n'avaient pas été prises. Au nom de l'impartialité, je demande au chef de l'opposition d'écouter les propos de M. French, le journaliste de la chaîne Global à qui l'individu qui s'est emparé des documents a téléphoné en premier. En voici la transcription.

**M. Harvard:** Comment le savez-vous?

**M. Mulroney:** Laissez-moi vous lire ses propos.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Qu'est-ce que cela va prouver?

**M. Mulroney:** Le journaliste dit à propos de l'individu coupable d'abus de confiance: «Je suppose que le criminel aime revenir sur les lieux de son crime». Il qualifie lui-même l'individu qui lui a communiqué l'information de criminel qui retourne sur les lieux de son crime. Le chef de l'opposition ne devrait pas réclamer la démission d'un ministre par suite des actes d'un individu qui s'est peut-être rendu coupable d'un crime.

\* \* \*

[Français]

## LE BUDGET

## LES MESURES DE SÉCURITÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer):** Monsieur le Président, on fait face à une situation très sérieuse qui implique le ministre des Finances, bien entendu, et la sécurité qui entoure des documents aussi importants demande beaucoup de précaution. Est-ce que le ministre des Finances pourrait nous indiquer en cette Chambre si la sécurité qui a entouré l'impression du présent Budget est la même que celle qui a entouré l'impression des Budgets précédents?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Ce budget a fait l'objet des mêmes mesures de sécurité que ceux du passé.

[Français]

## ON DEMANDE SI LES IMPRIMEURS ONT ÉTÉ ASSERMENTÉS

**M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer):** Monsieur le Président, je désire poser une question additionnelle. J'aimerais demander au ministre des Finances si les employés qui ont travaillé à l'impression du Budget ont été, comme pour les années passées, assermentés avant de faire leur travail?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je me permets de prendre la question pour une raison qui va intéresser la Chambre, parce que compte tenu de l'intérêt du député, à ce que je sache, le député qui vient de poser la question est le seul individu